

Cours d'institutions judiciaires, institutions administratives et sources du droit

Chapitre introductif

Section 1 - Histoire de l'organisation judiciaire

§ 1 L'Ancien Régime

§ 2 De 1789 à 1810

§ 3 De 1810 à 1958

§ 4 De 1958 à nos jours

A) Réorganisation des juridictions

B) Réorganisation du personnel judiciaire

C) Réforme du droit du procès

Section 2 - Sources législatives et réglementaires

§ 1 Matières ressortant de la compétence du législateur

§ 2 Matières ressortant de la compétence de l'exécutif

§ 3 Effort de codification

Section 3 – La hiérarchie des normes

§ 1 Le juge garant de la hiérarchie des normes

§ 2 La hiérarchie des normes bouleversée par le juge

Partie 1 – La justice

Titre 1 – La justice étatique

Sous-Titre 1 – La dualité des ordres de juridictions

Chapitre 1 – La consécration de la dualité

Section 1 – Les origines de la séparation des autorités

§ 1. – *Le mythe fondateur de la séparation des pouvoirs*

A) Les penseurs de la séparation : Locke, Montesquieu, Rousseau

- 1 – Locke : la distinction sans la séparation
- 2 – Montesquieu : la séparation sans la spécialisation
- 3 – Rousseau : la spécialisation fonctionnelle des organes

B) L'introuvable « pouvoir judiciaire »

- 1 – L'assimilation du « pouvoir judiciaire » au « pouvoir exécutif »
- 2 – L'identité de fonctions des deux « pouvoirs »

§ 2. – *Les apports de la Révolution française*

A) L'autonomisation du « pouvoir judiciaire »

- 1 – La justification de l'autonomisation : la limitation de l'ingérence royale
- 2 – La consécration de l'autonomisation : la loi des 16 et 24 août 1790
- 3 – La réitération de l'autonomisation : le décret du 16 fructidor en III

B) Une question en suspens : quel juge pour l'Administration ?

- 1 – Les réticences historiques : la crainte des Parlements d'Ancien Régime
- 2 – Les réticences théoriques : juger l'administration, c'est encore administrer

Section 2 – L'apparition d'un ordre administratif

§ 1. – La construction de l'ordre administratif

A) Les bases posées sous le Consulat : le temps de la justice retenue

- 1 – La Constitution de l'an VIII et la création du Conseil d'État
- 2 – La loi du 28 pluviôse an VIII et la création des conseils de préfecture

B) Le parachèvement sous la III^e République : le temps de la justice déléguée

- 1 – La loi du 24 mai 1872 : la compétence contentieuse du Conseil d'État
- 2 – L'arrêt Cadot (1889) : l'abandon de la théorie du ministre-juge

§ 2. – Le statut constitutionnel de l'ordre administratif

A) L'existence et l'indépendance de l'ordre administratif

- 1 – La portée de la décision *Loi de validation* (Cons. Const., 22 juillet 1980)
- 2 – Un principe fondamental reconnu par les lois de la République

B) La compétence de l'ordre administratif

- 1 – La portée de la décision *Conseil de la concurrence* (Cons. Const., 23 janvier 1987)
- 2 – Les atténuations du principe

C) La constitutionnalisation de « l'ordre administratif »

- 1 – La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008
- 2 – Les conséquences de la révision : la décision du 3 décembre 2009

Chapitre 2 – Les juridictions échappant au dualisme

Section 1 – Le Tribunal des conflits

§ 1. – Un organe de répartition de la compétence contentieuse

A) La création et la composition du Tribunal des conflits

- 1 – La création (1848) et la recréation (1872) du Tribunal des conflits
- 2 – L'organisation actuelle et la réforme de 2015

B) Un vecteur du développement du droit administratif

- 1 – L'émergence d'un droit administratif exorbitant du droit commun
- 2 – La délimitation des contours du droit administratif

§ 2. – Les cas de saisine du Tribunal des conflits

A) Le conflit positif

B) La prévention de conflit

C) Le conflit négatif

D) Le recours en cas de contrariété des décisions au fond

Section 2 – Le Conseil constitutionnel

§ 1. – La création et la composition du Conseil constitutionnel

A) La Constitution de la V^e République et le contrôle de constitutionnalité

- 1 – Les prémisses du contrôle de constitutionnalité avant 1958
- 2 – Le choix d'un modèle concentré

B) La composition du Conseil constitutionnel

- 1 – Les membres nommés
- 2 – Les débats actuels concernant les membres de droit

§ 2. – Les compétences du Conseil constitutionnel en matière de contrôle de constitutionnalité des lois

A) Le contrôle de constitutionnalité *a priori* des lois

- 1 – L'élargissement des « normes » de référence
- 2 – L'élargissement des autorités de saisine

B) Le contrôle de constitutionnalité *a posteriori* des lois

- 1 – La révision de 2008 et l'introduction de la QPC
- 2 – La procédure de filtre

C) La signification du contrôle de constitutionnalité

- 1 – La théorie de l'aiguilleur

Sous-titre 2 – L'autorité du juge

Chapitre 1 - Les relations de l'autorité judiciaire avec le pouvoir législatif

Section 1 - La non-immixtion du judiciaire dans le législatif

§ 1 La soumission du juge à la loi

A) Principe : la soumission

B) Assouplissement : l'interprétation de la loi

C) Exception : la mise à l'écart de la loi

1 – Loi contraire à la Constitution

2 – Loi contraire à un Traité ou à un accord international

3 – Décret contraire à une loi

§ 2 La prohibition des arrêts de règlement

Section 2 La non-immixtion du législatif dans le judiciaire

§ 1 La loi rétroactive

§ 2 La loi interprétative

§ 3 La loi de validation

§ 4 La loi d'amnistie

§ 5 Les réponses ministérielles

Chapitre 2 - Les relations de l'autorité judiciaire avec le pouvoir exécutif

Section 1 La non-immixtion du judiciaire dans l'exécutif

Section 2 La non-immixtion de l'exécutif dans le judiciaire

§ 1 Magistrats de l'ordre judiciaire

A) La dépendance hiérarchique des magistrats du parquet

B) Le conseil supérieur de la magistrature, organe garant de l'indépendance des magistrats

§ 2 Magistrats de l'ordre administratif

Sous-titre 3 – Le service public de la justice

Chapitre 1 - Le monopole étatique de la justice

Section 1 Principe

Section 2 Conséquences

Chapitre 2 - Les caractères du service public de la justice

Section 1 Les principes relatifs à l'organisation du service public de la justice

§ 1 Le principe de hiérarchie

§ 2 Le principe d'indépendance et d'impartialité

§ 3 Le principe de collégialité

A) La controverse

B) Le système français

Section 2 Les principes relatifs au fonctionnement du service public de la justice

§ 1 Le principe d'égalité

A) Limites de droit

B) Limite de fait

§ 2 Le principe de gratuité

A) Les frais du procès

B) L'aide juridique

1 – L'aide juridictionnelle

2 – L'aide à l'accès au droit

§ 3 Le principe de permanence

§ 4 Le principe de publicité

A) Affirmation du principe

B) Exceptions au principe

Chapitre 3 - La responsabilité du service public de la justice

Section 1 Régime général

§ 1 Le déni de justice

§ 2 La faute lourde

Section 2 Régimes spéciaux

§ 1 Poursuites pénales injustifiées

§ 2 Faute personnelle d'un magistrat

Titre 2 – La justice conventionnelle

Section 1 L'arbitrage

§ 1 Caractères généraux

A) Accord des parties

B) Désignation et fonction des arbitres

C) La sentence arbitrale

§ 2 Avantages et inconvénients de l'arbitrage

Section 2 Les modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)

§ 1 La conciliation

§ 2 La médiation

§ 3 La transaction

Partie 2 Les juridictions nationales

Titre 1 – L'ordre judiciaire

Chapitre 1 – Les juridictions de l'ordre judiciaire

Section 1 – Les juridictions de première instance

Sous-section 1 – Les juridictions civiles, commerciales et sociales

1§ - Le tribunal de grande instance

A – La compétence du tribunal de grande instance

1 – La compétence matérielle

2 – La compétence territoriale

B – L'organisation du tribunal de grande instance

1 – Le président

2 – Les autres juges

C – Les formations du tribunal de grande instance

2 § - Le Tribunal d'instance

A – La compétence du tribunal d'instance

1 – Une compétence générale

2 – Des compétences spéciales

B – L'organisation et le fonctionnement du tribunal d'instance

C – La disparition de la juridiction de proximité

3§ - Le tribunal de commerce

A – La compétence du tribunal de commerce

B – La composition du tribunal de commerce

C – L’organisation et le fonctionnement du tribunal de commerce

D – L’avenir des tribunaux de commerce

4§ - Le conseil de prud’hommes

A – La compétence du conseil de prud’hommes

1 – Compétence matérielle

2 – Compétence territoriale

B – La composition du conseil de prud’hommes

C – L’organisation et le fonctionnement du conseil de prud’hommes

5§ - Le tribunal paritaire des baux ruraux

6§ - Les juridictions de la sécurité sociale

A – Le tribunal de la sécurité sociale

B – Le tribunal du contentieux de l’incapacité

Sous-section 2 – Les juridictions pénales

1§ - Les juridictions pénales de droit commun

A – La juridiction d’instruction

1 – Organisation de la juridiction d’instruction

2 – La saisine de la juridiction d’instruction

3 – Les attributions du juge d’instruction

a) Le pouvoir d’information du juge d’instruction

b) Le pouvoir de jugement

B – Les juridictions répressives de première instance

1 – Juridictions compétentes en matière contraventionnelle

2 – Juridiction compétente en matière délictuelle

3 – Juridiction compétente en matière criminelle

a) Organisation et fonctionnement

b) Composition

C – Les juridictions de l’application des peines

D – Les juridictions de la rétention de sûreté

2§ - Les juridictions pénales spéciales

A – Les juridictions pénales pour mineurs

1 – Les juridictions d’instruction

2 – Les juridictions de jugement

a) Le tribunal pour enfants

b) Le juge des enfants

c) La cour d’assises des mineurs

B – Les juridictions pénales militaires

1 – La justice militaire en temps de paix

2 – La justice militaire en temps de guerre

C – Les tribunaux maritimes

D – La Cour de justice de la République

Section 2 – Les juridictions supérieures

Sous-section 1 - La Cour d’appel

§ 1– La Cour d’appel en matière civile

A – L’organisation de la Cour d’appel

1) Le premier président

2) Les différentes chambres de la cour d’appel

3) Les différentes formations

B – Les attributions de la cour d’appel

- 1) Le principe et l’effet de l’appel
- 2) La compétence de la cour d’appel

§ 2 La cour d’appel en matière pénale

A – La chambre de l’instruction

B – La chambre des appels correctionnels

C – La chambre de l’application des peines

D – La juridiction nationale de la rétention de sûreté

E – La Cour d’assises statuant comme juge d’appel

Sous-section 2 - La Cour de cassation

§ 1 Le rôle de la Cour de cassation

A – Le rôle juridictionnel

- 1) La cour de cassation, juge du droit
- 2) La Cour de cassation, juge de cassation

B – Le rôle consultatif

- 1) Domaine et conditions
- 2) Portée

§ 2 L’évolution de la Cour de cassation

A – Les réformes relatives aux structures

B – Les réformes relatives au fonctionnement

C – Les réforme ayant pour effet de limiter le nombre de pourvois

§ 3 L’organisation et le fonctionnement de la cour de cassation

A – La composition de la cour de cassation

B – Les différentes formations de la Cour de cassation

- 1) Les formations administratives
- 2) Les formations juridictionnelles
 - a) *Les formations en chambres*
 - b) *Les formations en commission*

Chapitre 2 – Le personnel judiciaire

Section 1 – Les magistrats

1§ - La distinction des magistrats du siège et du ministère public

A - Les attributions du ministère public en matière civile

- 1 – Le ministère public comme partie jointe
- 2 – Le ministère public comme partie principale

B - Les attributions du ministère public en matière pénale

2§ - Le recrutement et la nomination

A – Le recrutement par l’ENM

- 1 – Les conditions d’admission à l’ENM
 - a) *Le recrutement sur concours*
 - b) *Le recrutement sur titres*

2 – Le statut des auditeurs de justice

B – Le recrutement latéral

- 1 – L’intégration à titre définitif
- 2 – L’intégration à titre temporaire

C – La nomination

§ 3 - Le statut

A – Les garanties d’indépendance

1 – Le principe de l'inamovibilité

2 – L'avancement des magistrats

B - Les devoirs et obligations du juge

Section 2 – Les auxiliaires de justice

1§ - Les avocats

A – L'évolution de la profession d'avocat

1 – La loi du 31 décembre 1971

2 – Les lois du 31 décembre 1990

3 – La loi du 11 février 2004

B – Les fonctions de l'avocat

1 – La fonction d'assistance

2 – La fonction de représentation

C – Le statut de l'avocat

1 – Les conditions d'accès à la profession d'avocat

2 – Les droits et les obligations

3 – La discipline

2§ - Les officiers ministériels

A – Les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

B – Les huissiers de justice

Titre 2 – L’ordre administratif

Chapitre 1 – L’organisation administrative de la France

Section 1 – L’administration d’État

§ 1. – Les autorités centrales

A) Les organes de décision : Président de la République, Premier ministre, ministres

- 1 – La répartition textuelle des compétences
- 2 – La captation présidentielle
- 3 – Les services centraux

B) Les organes de conseil et de contrôle

- 1 – Les organes consultatifs : Conseil d’État et Conseil économique et social
- 2 – Les organes de contrôle : Cour des comptes et Inspections générales

§ 2. – Les autorités déconcentrées

A) Le processus de déconcentration

- 1 – Les circonscriptions administratives
- 2 – Le pouvoir hiérarchique

B) L’administration territoriale d’État

- 1 – Le département, circonscription déconcentrée
- 2 – La région, circonscription déconcentrée

§ 3. – Les autorités administratives et publiques indépendantes

A) La notion d’autorité indépendante

- 1 – Les critères définitoires
- 2 – La distinction AAI / API

B) L’organisation et le fonctionnement

- 1 – La composition des autorités indépendantes

2 – Les pouvoirs des autorités indépendantes

3 – Le contrôle des autorités indépendantes

Section 2 – L'administration décentralisée

§ 1. – La décentralisation territoriale

A) Le processus de décentralisation

1 – L'acte I : les lois de 1982 et 1983

2 – L'acte II : la révision de 2003

3 – L'acte III : les réformes depuis 2010

B) Les collectivités territoriales de droit commun : commune, département, région

1 – Les organes : l'assemblée délibérante et l'exécutif local

2 – La répartition des compétences

3 – Le contrôle exercé par l'État

C) Les collectivités territoriales à statut particulier ou dérogatoire

1 – Les collectivités métropolitaines

2 – Les collectivités d'outre-mer

§ 2. – La décentralisation fonctionnelle : l'exemple des établissements publics

A) La notion d'établissement public

B) La distinction EPA / EPIC

Chapitre 2 – L'ordre juridictionnel administratif

Section 1 – La composition de l'ordre juridictionnel administratif

A) La construction progressive de l'ordre administratif

1 – L'héritage historique : la compétence du Conseil d'État

2 – Le décret de 1953 et la création des tribunaux administratifs

3 – La loi de 1987 et la création des cours administratives d'appel

4 – Les juridictions administratives spécialisées

B) La répartition des compétences

1 – La répartition de droit commun : premier ressort, appel et cassation

2 – Les exceptions : le Conseil d'État, juge de premier ressort et juge d'appel

Section 2 – Le contentieux administratif

A) La principale distinction des contentieux

1 – Le recours pour excès de pouvoirs

2 – Le recours de plein contentieux

B) Principes du procès administratif

1 – L'effet non suspensif des recours

2 – Les caractéristiques de la procédure administrative contentieuse

Partie 3 Les juridictions supranationales

Chapitre 1 – Les juridictions internationales

Section 1 – Les juridictions relevant de l’ONU

1§ - La Cour Internationale de Justice (CIJ)

2§ - La Cour Pénale Internationale (CPI)

Section 1 – Les juridictions internationales extérieures à l’ONU

1§ - L’Organe de Règlement des Différents

2§ - La Cour Africaine des Droits de l’Homme

3§ - La Cour interaméricaine des Droits de l’Homme

Chapitre 2 – La Cour Européenne des Droits de l’Homme

Section 1 – Fonction

Section 2 – Composition et organisation

1§ - Composition

2§ - Organisation

A – Le filtre du Comité

1 – La compétence matérielle

2 – La compétence territoriale

B – La Chambre

C – La Grande Chambre

Section 3 – Les décisions

Chapitre 3 – La Cour de Justice de l’Union Européenne

Section 1 – La Cour de Justice

1§ - Composition et formations

2§ - Compétence juridictionnelle

A – Le renvoi préjudiciel

B – Le recours en manquement

C – Le recours en annulation ou en carence

D – Le pourvoi

E – Le réexamen

Section 2 – Le Tribunal

Section 3 – Le Tribunal de la fonction publique